

Exactions au Mali: l'armée et Wagner coupables

Le Mali est en proie à une série de crises dont les racines sont anciennes. Depuis peu, la situation s'est encore aggravée, notamment au nord et au centre du pays, par l'ingérence d'acteurs étrangers. Les paramilitaires russes de Wagner, aux côtés des Forces armées maliennes (FAMA), commettent de nombreuses exactions sur les populations civiles.

Pierre BOILLEY, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Institut des mondes africains

La crise que connaît actuellement le Mali a des origines anciennes. Dès la fin des années 1950, avant même la décolonisation de ce qui s'appelait encore le Soudan français, des refus d'être joints aux populations du Sud s'étaient exprimés, particulièrement chez les Touaregs. Peu d'entre eux étaient cependant conscients des évolutions en cours, la scolarisation ayant débuté très tardivement dans les espaces sahariens. En toute logique, ce furent donc des leaders politiques du Sud qui prirent les rênes du nouveau Mali. Une nouvelle administration composée d'agents issus des mêmes espaces remplaça les Français, à la surprise des Touaregs qui eurent le sentiment d'une nouvelle colonisation. Les options socialistes maliennes, qui prônaient le démantèlement des chefferies et des hiérarchies sociales considérées comme féodales, la méconnaissance culturelle réciproque, le désir diffus d'échapper à une nouvelle tutelle inconnue, entre autres, aboutirent à l'éclatement d'une révolte contre l'Etat en 1963-1964. Dès cette

« En 2020 un coup d'Etat militaire plaça le colonel Assimi Goïta à la place d'un gouvernement de transition, et un nouveau coup d'Etat, en mai 2021, lui donna toutes les rênes du pouvoir. La reconquête du Nord et la reprise de Kidal furent alors pour l'armée une obsession. »

époque, l'armée malienne réprima brutalement et de façon humiliante les populations de la région de Kidal. Des centaines de nomades furent torturés et massacrés, et une grande partie du cheptel fut anéanti par les forces armées maliennes (FAMA)⁽¹⁾. De cet épisode, qui fut un grand traumatisme pour les populations concernées, date le début du creusement d'un fossé de plus en plus profond entre une partie du Nord et l'administration centrale. Les années qui suivirent virent l'emprise de la police et de l'armée sur les régions rebelles, et le pouvoir malien, qui espérait toujours tirer du sous-sol des ressources minérales introuvables, fit régner un ordre strict, malgré les épisodes de sécheresses des années 1970 et 1980 qui contribuèrent à l'exode de milliers de personnes vers les camps de réfugiés. De très nombreux jeunes préférèrent pour leur part émigrer

en Libye, où il était facile de trouver du travail. Kadhafi leur proposa d'intégrer l'armée libyenne, les entraîna dans des camps spécifiques et profita de cet apport pour les utiliser sur des fronts divers, du Liban au Tchad. Dans ces camps, les jeunes s'organisèrent en vue d'une future rébellion.

1990 : l'entrée en rébellion des Touaregs

Cette rébellion éclata en juin 1990. Après une série d'attaques surprises sur les camps militaires maliens, et devant la montée des revendications démocratiques au Sud, le dictateur Moussa Traoré voulut se débarrasser du problème rebelle au Nord et signa avec le mouvement touareg les accords de Tamanrasset, le 6 janvier 1991. Ces derniers ne réglèrent pas la situation, les combats continuèrent, et les Touaregs se divisèrent en plusieurs mouvements qui, réunifiés sous le nom de Mouvements et fronts unifiés de l'Azawad⁽²⁾, finirent par signer le 11 avril 1992 le Pacte national. Les revendications indépendantistes initiales n'y figuraient pas, au profit de mesures destinées à une large intégration, politique, économique et sociale des espaces et des populations du nord du Mali. Pendant toute cette période, les FAMA, impuissantes contre les populations rebelles, prirent les civils pour cibles et commirent une nouvelle fois de nombreuses exactions. Un décompte documenté à partir de témoignages, de rapports d'organisations humanitaires et d'articles de presse, effectué pour ma thèse⁽³⁾, fait état d'au moins 669 civils tués entre 1990 et 1992, sans compter les civils

(1) Pour cette révolte il est difficile d'établir le nombre de victimes, qui se chiffrent au minimum à plusieurs centaines. Cf. « Répression et isolement - La révolte de 1963-1964 », in P. Boilley, *Les Touaregs Kel Adagh. Dépendances et révoltes*, Paris, Karthala, 2012 (1^{ère} édition 1999), p. 340-344. Voir aussi Marco Dormino, *Buried Truths. Counting the casualties of ethnic conflict in northern Mali*, Minusma, mars 2014, p. 7-8.

(2) Azawad est le nom adopté par les rebelles pour désigner l'espace saharien du Mali, de Mopti à Taoudenni.

(3) P. Boilley, *Les Kel Adagh. Un siècle de dépendances, de la prise de Tombouctou (1893) au Pacte National (1992)*, thèse de doctorat, université Paris 7, 1994, p. 436 et 469.

torturés. Cette estimation basse est corroborée par d'autres sources : « *Durant la rébellion de 1990-1995, nous avons la trace de 632 civils touaregs et arabes exécutés (594) ou torturés (38) dans l'ensemble des régions Nord du Kidal, de Tombouctou et de Gao. La documentation sur cette période estime que ce nombre est en réalité sensiblement plus élevé, de l'ordre de plus de 2 500 civils tués entre 1990 et 1995.* »⁽⁴⁾

Les hostilités ne cessèrent vraiment, temporairement, qu'après la cérémonie de la Flamme de la paix, en mars 1996. Mais cette paix relative fut troublée, devant le peu d'application des accords, par d'autres révoltes de plus faible ampleur, en 2006 et 2007-2009. En 2006, un autre accord, dit d'Alger, fut de nouveau signé, sans beaucoup plus d'effet que les précédents. Aucune enquête sur les victimes civiles depuis 1963 ne fut diligentée ou n'aboutit, et les acteurs des exactions restèrent impunis.

La révolte de 2012 et les exactions maliennes

Le nord du Mali, ou Azawad, continua à souffrir de troubles et de problèmes divers. Dès 2004, l'arrivée des djihadistes du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), affilié en 2007 à Aqmi, entraîna de nombreuses prises d'otages. L'insécurité qui en résulta fut aggravée par les routes du trafic de cocaïne qui

(4) Marco Dormino, *Buried Truths. Counting the casualties of ethnic conflict in northern Mali*, idem, p. 8. Voir aussi Baz Lecocq, *Disputed Desert: Decolonisation, Competing Nationalisms and Tuareg Rebellions in Northern Mali*, Brill, 2010, p. 259.

(5) P. Boilley, « Elections maliennes, un problème "intraitable" », in *Libération*, 25 juillet 2013, p. 18.

(6) Haut-Commissariat aux droits de l'homme, « Rapport sur les événements de Moura du 27 au 31 mars 2022 », ONU, mai 2023 (www.ohchr.org/sites/default/files/documents/countries/mali/20230512-Moura-Report.pdf). Voir aussi « Mali : un rapport de l'ONU accuse l'armée et des combattants "étrangers" d'avoir exécuté 500 personnes en 2022 à Moura », in *Le Monde*, 12 mai 2023 (www.lemonde.fr/afrique/article/2023/05/12/mali-un-rapport-de-l-onu-accuse-l-armee-et-des-combattants-etraangers-d-avoir-execute-500-personnes-en-2022-a-moura_6173066_3212.html), consulté le 19 février 2024.

(7) Bien qu'apparemment on en parle peu, de très nombreux articles et rapports peuvent être consultés. On peut citer par exemple « Les opérations du groupe Wagner en Afrique », Acled, 30 août 2022 (<https://acleddata.com/2022/08/30/les-operations-du-groupe-wagner-en-afrique-les-tendances-du-ciblage-de-populations-civiles-en-republique-centrafricaine-et-au-mali/>), consulté le 19 février 2024 ; « Mali. Événements de 2023 », Human Rights Watch, Rapport mondial, 2024 (www.hrw.org/fr/world-report/2024/country-chapters/mali), également consulté le 19 février 2024.



passèrent par le Mali dès 2007-2008. Mais ce fut à partir de 2012 que la situation s'aggrava. En octobre 2011, Kadhafi tombait, après une intervention occidentale, et les Touaregs de son armée rentrèrent au Mali avec armes et bagages. Le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), renforcé en hommes et matériel de guerre, déclencha alors, en janvier 2012, une nouvelle rébellion contre le Mali, revendiquant et même déclarant l'indépendance en avril, après avoir pris le contrôle de tout le nord du pays. Mais les forces djihadistes reprirent très vite aux indépendantistes les villes de Gao, Tombouctou, Ménaka et Kidal, imposant aux populations une charia très dure.

En janvier 2013, la France intervint avec l'opération Serval et, avec l'armée malienne, contrôla rapidement toute la partie nord du Mali. Cette reconquête ne s'est pas faite de nouveau sans exactions de la part des FAMA, tuant sur des bases racistes des dizaines de « Rouges », comme on les appelle au Mali (Touaregs, Arabes et Peuls). De nombreux témoignages ont fait ainsi état de cadavres jetés dans des puits, de campements détruits, voire de froids assassinats de civils. Les rapports de plusieurs organisations des droits de l'Homme l'ont mentionné, et j'ai moi-même accusé nommément un de ces officiers maliens

Ci-dessus une rencontre du chef d'état-major de la Minusma, le général Pierre-Joseph Givre, avec le commandant du camp FAMA le lieutenant Camara, à Ansongo, en mai 2021. Deux ans plus tard, en octobre 2023, la Minusma était priée de quitter le Mali dans l'année – comme l'ont été les troupes françaises en 2021-2022. La junte a eu alors les mains libres pour relancer la guerre au Nord...

meurtres : « *On aurait aimé [...] que la France de la Déclaration des droits de l'homme soit "intraitable" sur les exactions commises par l'armée malienne sur ses propres citoyens, sous les regards gênés des soldats français. On connaît bien par exemple, pour ne citer qu'une des multiples affaires largement documentées par Human Rights Watch et d'autres organisations, [...] les meurtres du capitaine Cheikna Konaté, qui a abattu de sang-froid seize personnes à Diabali le 8 septembre, et plusieurs autres à Dogofrin ou à Tombouctou les 22 octobre, 25 janvier et 14 février. On sait très bien que ce capitaine, dont les actions sont connues aux plus hauts niveaux, n'a eu qu'à regretter d'être discrètement muté à Bamako.* »⁽⁵⁾ La crainte de massacres potentiels est d'ail-



© MINUSMA, HARANDANE DICKO

leurs sans doute la base de l'interdiction camouflée que l'armée française a émise pour éviter que les FAMA ne montent avec elle dans la région de Kidal, mettant en rage le pouvoir malien.

Le temps des forces françaises et onusiennes

Serval s'achève en juillet 2014, et s'intègre dans Barkhane, une opération plus vaste à l'échelle régionale. La mission était claire : éliminer les mouvements djihadistes de la région. Pour ce faire, les forces françaises se sont installées dans des bases à Gao, Tombouctou, et surtout Kidal et Tessalit, au plus près des opérations. Elles ont largement utilisé combattants et officiers des mouvements indépendantistes qui, forts de leur connaissance du terrain et des réseaux locaux, ont contribué significativement à repérer les regroupements des combattants djihadistes et à les combattre. Peu de temps auparavant, en avril 2013, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (Minusma) s'était aussi installée dans le pays, jouant un rôle de tampon entre sud et nord du pays. Pendant une décennie, la présence combinée de la Minusma, des forces françaises et des mouvements indépendantistes a ainsi permis que les civils soient moins touchés qu'auparavant par les exactions de l'armée

maliennne. Mais les choses changèrent en 2020, lorsqu'un coup d'Etat militaire plaça le colonel Assimi Goïta à la place d'un gouvernement de transition, puis quand un nouveau coup d'Etat, en mai 2021, lui donna toutes les rênes du pouvoir. La reconquête du Nord et la reprise de Kidal furent alors pour l'armée une obsession. Pour se donner les mains libres, et soutenue par un sentiment anti-Français de plus en plus fort chez les Maliens, la junte accusa la France d'inefficacité dans la lutte contre le terrorisme, voire d'armer les djihadistes. La rupture fut consommée début 2022, avec l'expulsion de l'ambassadeur de France en janvier, et la demande de « *retrait sans délais* » des troupes françaises en février. Ces dernières achevèrent leur présence en août. De même, la Minusma fut à son tour, en octobre 2023, priée de déguerpir dans l'année. La junte eut donc alors toute liberté pour relancer la guerre au Nord.

Le retour de la guerre : Wagner et FAMA

Pendant que la junte militaire s'éloignait de ses partenaires internationaux, un autre acteur entraît subrepticement en jeu. Des témoignages ont fait état de « *soldats blancs non francophones* » au moins dès 2021, ce que le pouvoir a démenti catégoriquement. Néanmoins, au vu des preuves accumulées, les hommes du groupe Wagner étaient d'évidence présents en nombre et agissaient aux côtés des FAMA. Sous prétexte de défense antidjihadistes, les premières attaques que les civils ont subies se sont surtout passées dans le centre du pays. Le plus gros massacre a eu lieu à Moura, près de Mopti, où des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants ont été tués, fin mars 2022⁽⁶⁾. A cette date, ce sont surtout les communautés peules qui ont été la cible des FAMA et de Wagner, pour leur supposé soutien aux katibas (brigades) du Macina (affiliées à Al-Qaïda).

Les événements ont pris un tour nouveau lorsque la junte a décidé qu'elle était prête à reprendre le nord du pays avec l'aide de Wagner et de drones turcs achetés en nombre. Dès août 2023, les militaires maliens ont jeté aux orties les accords de paix de 2015, pour remonter peu à peu vers Kidal. Des combats ont eu lieu à Ber, Bourrem, Léré, et l'armée a réoccupé Anéfis en octobre, les combattants à majorité touarègue du Cadre stratégique permanent (CSP) se regroupant plus au nord. Après une pause, les FAMA et Wagner ont repris leur progression et finalement occupé sans combat cette ville symbolique de Kidal, que les mouvements séparatistes contrôlaient depuis dix ans. De façon ironique, le premier drapeau à être déployé fut celui de Wagner, et non du Mali.

Sur le chemin vers Kidal, la politique des forces étatiques a été manifestement de créer la terreur, bombardant à l'aide des drones des villages et des campements, tuant sans discrimination, décapitant des civils et piégeant leurs corps. A leur entrée dans Kidal, tous les Touaregs et Arabes avaient fui, craignant d'être la cible d'exactions. Cela a permis, avec la bénédiction des militaires et leur protection, un vaste mouvement de pillage des maisons de ceux qui étaient partis. Des réfugiés sont allés en Mauritanie, en Algérie, et, devant les réticences de cette dernière à les accueillir, ont fondé des camps improvisés, où aucune organisation humanitaire ne peut les secourir.

Il n'est pas possible dans ce bref article de faire état des très nombreux témoignages de tueries, de violences, de viols et de vols, c'est-à-dire d'exactions que l'on peut sans difficulté accuser de crimes de guerre⁽⁷⁾, et même de crimes contre l'humanité – ce que n'a pas hésité à faire l'ONU. Mais le ciblage des victimes, qui se comptent par centaines, fait aussi hélas penser de plus en plus à une véritable « purification ethnique ». ●

« Pendant que la junte militaire s'éloignait de ses partenaires internationaux, un autre acteur entraît subrepticement en jeu. Des témoignages ont fait état de "soldats blancs non francophones", au moins dès 2021, ce que le pouvoir a démenti. Néanmoins, au vu des preuves accumulées, il est devenu évident que les hommes du groupe Wagner étaient présents en nombre et agissaient aux côtés des FAMA. »